

# CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES

**UNIVERSITÉ**   
**FRANCHE-COMTÉ**



ENTRE D'UNE PART :

**L'UNIVERSITÉ DE FRANCHE COMTE**, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège 1 rue Goudimel, 25030 Besançon Cedex, n° SIREN 192 512 150, code APE 8542Z, représentée par sa présidente, Madame **Marie-Christine WORONOFF**,

ci-après désignée « **l'université de Franche-Comté** ».

ET D'AUTRE PART :

Le **CROUS de Bourgogne Franche-Comté**, 38 avenue de l'Observatoire – BP 31021 25 001 – BESANCON CEDEX 1 représenté par sa directrice en exercice Madame **Murielle BALDI**,

ci-après désignée « **le CROUS** »

L'université de Franche-Comté et le CROUS sont ci-après désignés individuellement « **le membre** » et collectivement : « **les membres** ».

VISAS :

- Conformément aux dispositions des articles L. 2113-6 à L. 2113-8 du code de la commande publique

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

## **ARTICLE 1 : OBJET DU GROUPEMENT DE COMMANDES**

Il est constitué un groupement de commandes selon les conditions mentionnées dans le code de la commande publique.

Le groupement est constitué en vue de permettre l'achat conjoint de **prestations intellectuelles, d'exploitation et de maintenance liées au chauffage, à la ventilation et à la climatisation**. Ce groupement permettra, au niveau des achats publics, de conforter la synergie nécessaire et souhaitée entre ces deux entités, notamment en raison de leurs implantations mutuelles sur différents campus, induisant le partage d'équipements de production et distribution de chaleur.

## **ARTICLE 2 : MEMBRES DU GROUPEMENT**

Le groupement de commandes est constitué nativement de :

- L'université de Franche-Comté ;
- Du CROUS de Bourgogne-Franche-Comté ;

L'adhésion à ce groupement de commandes laisse toutefois à chaque membre toute latitude pour adhérer ou non aux projets d'achats qui seront conduits par l'un ou l'autre de ses membres.

Cependant, la réponse concrète aux collectes d'expression de besoin induira l'adhésion au support contractuel mis en place à l'issue de la consultation d'opérateurs économiques, et au niveau d'engagement prévu dans l'expression des besoins.

## **ARTICLE 3 : COORDONNATEUR DU GROUPEMENT**

En application des dispositions du code de la commande publique, pour chaque projet d'achat s'appuyant sur cette convention cadre, un coordonnateur sera désigné. Le choix se fera d'un commun accord entre les différents membres du groupement et visera une alternance.

Afin d'assurer le pilotage de ce groupement cadre et ses déclinaisons concrètes successives, l'université de Franche-Comté est chargée d'animer la communauté d'acheteurs concernés.

## **ARTICLE 4 : MISSIONS DU COORDONNATEUR**

Le coordonnateur retenu pour un projet d'achats est pour cela chargé :

- De définir l'organisation technique et administrative de la procédure de consultation conduisant au choix d'un titulaire,
- D'élaborer l'ensemble du dossier de consultation des opérateurs économiques (prestations intellectuelles, de maintenance ou de travaux) en fonction des besoins définis par les membres,
- D'assurer l'ensemble des opérations qui conduiront à la sélection du (ou des) candidat(s) titulaire(s) notamment :
  - Rédaction et envoi des avis d'appel à concurrence,
  - Réception des offres,
  - Secrétariat de la commission permettant le choix du titulaire,
  - Rédaction du rapport de présentation à la personne responsable du marché,
  - Information des candidats non retenus,
  - Avis d'attribution,
  - Notification du marché,
  - Rédaction des éventuelles modifications de marché,
- De transmettre aux membres du groupement les documents nécessaires à l'exécution des marchés en ce qui les concernent.

Nota : Le coordonnateur reste compétent en cas d'infructuosité, de déclaration sans suite ou

d'annulation du marché, pour mener à bien la suite de la procédure d'attribution conformément au code de la commande publique et notamment pour relancer la procédure de consultation.

## **ARTICLE 5 : MISSIONS DES MEMBRES**

Les membres sont chargés :

- De communiquer au coordonnateur une évaluation de leurs besoins préalablement au lancement de la procédure de consultation,
- De participer à l'analyse des offres en nommant un représentant et un suppléant,
- D'assurer la bonne exécution du marché en ce qui les concerne.

## **ARTICLE 6 : SOLIDARITE ENTRE LES MEMBRES**

Lorsque la passation et l'exécution d'un marché public ne sont pas menées dans leur intégralité au nom et pour le compte des acheteurs concernés, ceux-ci ne sont solidairement responsables que des opérations de passation ou d'exécution du marché public qui sont menées conjointement. Chaque acheteur est seul responsable de l'exécution des obligations qui lui incombent en vertu de la convention constitutive pour les opérations dont il se charge en son nom propre et pour son propre compte.

## **ARTICLE 7 : CHOIX DU TITULAIRE**

En fonction de la procédure qui sera retenue pour chaque consultation, une commission des marchés sera réunie.

Le choix du titulaire sera entériné par la commission.

La publicité nécessaire pour la mise en concurrence sera réalisée conformément aux dispositions du code de la commande publique. Le profil acheteur retenu pour le groupement de commande sera celui du coordonnateur de l'achat concerné.

## **ARTICLE 8 : FRAIS MATERIELS DE FONCTIONNEMENT DU GROUPEMENT**

Les frais communs nécessaires au fonctionnement du groupement sont pris en charge par le coordonnateur. Ils sont composés notamment :

- Des frais d'avis de publicité pour les avis d'appel à la concurrence, et les avis d'attribution correspondants,
- Des frais de reproduction et d'envoi des documents constitutifs des dossiers de consultation,
- Des frais généraux de reprographie,
- Des frais d'affranchissement.

Ces frais communs sont entièrement pris en charge par le coordonnateur et ne feront pas l'objet d'une refacturation vers les autres membres du groupement.

Les frais relatifs à un éventuel recours devant le Tribunal Administratif seront supportés par l'ensemble des membres du groupement à due proportion de leur part financière dans le marché.

## **ARTICLE 9 : REPARTITION DES FRAIS LIES AUX PRESTATIONS OBJET DE CETTE CONVENTION**

Les frais liés aux études seront départagés de manière équitable aux différents membres du

groupement de commandes bénéficiaires de l'étude (50% chacun pour 2 membres).

Les frais liés à l'exploitation et la maintenance seront départagés en fonction du périmètre concerné par ces prestations. A titre d'exemple, les répartitions peuvent être appliquées aux différents membres bénéficiaires d'une prestation en fonction :

- De la puissance de leurs équipements de production de chauffage, ventilation et climatisation,
- Des surfaces de leur patrimoine.

Ces proratas seront définis et validés par les différents membres bénéficiaires de la prestation. Les études préalables seront force de proposition pour identifier ces répartitions.

## **ARTICLE 10 : ADHESION AU GROUPEMENT DE COMMANDES**

Chaque membre adhère au groupement de commandes en adoptant la présente convention par délibération de son assemblée délibérante lorsqu'elle existe, ou décision de sa direction générale. Une copie de la délibération ou de la décision est notifiée au coordonnateur du groupement de commandes.

Les membres du groupement privilégient de communiquer entre eux par voie dématérialisée.

## **ARTICLE 11 : CLAUSE DE DENONCIATION DU GROUPEMENT**

En adhérant à la présente convention, chacun des membres s'engage à rester lié au groupement jusqu'à la dernière réception des ouvrages qui est de son ressort.

Cependant en cas d'abandon partiel ou total de son projet, tout membre peut décider de se retirer du groupement dédié ou de réduire l'ampleur de son projet. Dans ce cas, le coordonnateur établira une modification du marché initial passé par le groupement.

Toutefois, la modification demandée par un membre ne devant pas compromettre l'équilibre économique global du marché, seules des diminutions de 10 % du volume total seront supportables. Elles ne devront en aucun cas entraîner un passage en dessous de l'éventuel seuil minima de commande qui aurait été mentionné dans les pièces du marché.

Chaque membre pourra modifier de manière substantielle ou se retirer du groupement sous réserve d'en informer préalablement le coordonnateur par lettre recommandée avec accusé de réception six mois au moins avant la fin de chaque exercice budgétaire. Toutefois, les commandes émises antérieurement au retrait demeurent exécutoires.

Néanmoins, si le retrait d'un des membres du groupement devait remettre en cause les conditions financières du marché passé, les pénalités induites par ce retrait seraient à sa charge.

## **ARTICLE 12 : DUREE DU GROUPEMENT**

Le présent groupement de commandes est d'une durée de 10 ans renouvelable par reconduction expresse et dont la durée sera déterminée dans l'avenant. Par contre, les engagements de chacune des parties à l'occasion des consultations qui seront passées successivement prennent fin à l'issue de l'ensemble des opérations de réception de travaux ou de prestations prononcées par les membres du groupement, c'est à dire à la date la plus tardive de celles-ci.

## **ARTICLE 13 : MODIFICATION DE LA PRESENTE CONVENTION**

Toute modification de la présente convention doit être approuvée dans les mêmes termes par l'ensemble des membres du groupement. Les décisions des membres sont notifiées à la présidence de l'université en sa qualité d'animatrice de cette convention. La modification ne prend effet que

lorsque l'ensemble des membres du groupement a approuvé les modifications.

#### **ARTICLE 14 : RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS**

En cas de contentieux portant sur l'application de la présente convention, et à défaut de règlement à l'amiable, les litiges seront portés devant le Tribunal Administratif de BESANÇON.


*Nota : les pages suivantes sont dédiées aux engagements des membres du groupement*

Membres fondateurs du groupement de commande permanent :

**Pour l'Université de Franche-Comté**

à Besançon le 13/09/2024

Pour la Présidente et par délégation  
Le directeur général des services



Thierry CAMUS



**Pour le CROUS de Bourgogne Franche-Comté**

à Besançon le 09/09/24.

La Directrice Générale du Crous  
Bourgogne-Franche-Comté

  
Murielle BALDI